Table of Contents

Un discours qui " manque de substance ".....1

LA DRÔLE DE GUERRE.....2

LE RETOUR DES "BLEUS DU QUÉBEC".....4

UN PROCÈS QUI S'ÉTIRE SON AVOCAT MILITAIRE BLÂME LES AUTORITÉS AMÉRICAINES.....7

LA FAMILLE RÉUNIE GRÂCE À LA WEBCAM MALGRÉ L'ÉLOIGNEMENT.....9

IL SE FAIT FLUSHER PAR COURRIEL.....10

Sous le soleil des femmes afghanes.....12

Le NPD dénonce le coût élevé du comité présidé par Manley.....14

Laura Bush au Moyen−Orient pour redorer l'image des États−Unis.....15

Dion dans la tourmente.....17

Rencontre Bush−Sarkozy en novembre.....19

Le comité Manley coûtera des centaines de milliers de dollars.....20

Bhutto réplique aux islamistes.....22

Le monde dans l'oeil de la caméra.....25

Toujours pas de majorité pour les conservateurs; Stéphane Dion, le mal−aimé des Canadiens.....27

La Maison Blanche annonce une rencontre Sarkozy−Bush en novembre à Washington.....30

L'OTAN condamne l'attentat de Karachi et apporte son soutien au processus démocratique au Pakistan.....31

Les Afghans appuient la présence des troupes étrangères, selon un sondage.....32

Un discours qui " manque de substance "

PUBLICATION: La Tribune (Sherbrooke, Qc)
DATE: 2007.10.20
SECTION: Actualités
PAGE: 14
BYLINE: Dufresne, Denis
DATELINE: SHERBROOKE
WORD COUNT: 229

Futur candidat du Parti libéral du Canada (PLC

dans la circonscription de Compton−Stanstead, William Hogg juge que le discours du Trône présenté mardi soir est plutôt vague et "manque de substance".

"Il y a trois éléments qui préoccupent beaucoup les Canadiens et qui ne sont pas là: la santé, l'éducation et le support à l'agriculture, dont le maintien de la gestion de l'offre", déplore M. Hogg, professeur d'études politiques à l'université Bishop's.

"Les universités, par exemple, manquent de fonds pour la recherche et les infrastructures; on aurait aimé avoir au moins une phrase là−dessus! " ajoute−t−il.

"Nous sommes dans le vague, même sur notre présence en Afghanistan: le gouvernement parle de 2011, au lieu de 2009, mais ne précise pas ce que ce serait comme mission", illustre en outre M. Hogg.

"Nous, au PLC, on veut compléter le mandat de combat jusqu'en 2009 et considérer d'autres options par la suite, comme l'aide humanitaire et une rotation des forces de l'OTAN qui nous permettrait d'aller dans d'autres provinces. Les Allemands, les Italiens et les Français ne veulent pas aller dans le Sud du pays, ils laissent les tâches plus difficiles aux Canadiens", explique−t−il.

Quant à la lutte au crime, dit M. Hogg, "les libéraux sont plus ou moins d'accord avec 80 pour cent des projets de loi. Mais il va falloir miser davantage sur la réhabilitation et la prévention du crime".

Et des élections?

"S'il faut y aller, on est prêt affirme le futur candidat, mais je pense que ce n'est pas le moment".

denis.dufresne@latribune.qc.ca

LA DRÔLE DE GUERRE

SOURCETAG 0710200216
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.10.20
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 6
BYLINE: RICHARD MARTINEAU
COLUMN: FRANC−PARLER
WORD COUNT: 438

On vit quand même à une drôle d'époque. L'autre jour, j'étais tranquille dans mon auto, j'attendais mes filles à la porte de l'école, quand la station de radio que j'écoutais a diffusé le reportage d'un correspondant de guerre qui décrivait ce qu'il avait vécu en Afghanistan, plus tôt dans la matinée.

"Ah, c'est vrai, me suis−je dit. Mon pays est en guerre. " On a tendance à l'oublier dans le train−train de la vie quotidienne, mais le Canada est en guerre.

Vous sentez−vous dans un pays en guerre, vous?

IMPACT ZÉRO

Moi, quand je pense "pays en guerre", je vois des tickets de rationnement, des gens qui tirent le diable par la queue, des vedettes qui effectuent des tournées pour encourager les citoyens à acheter des Bons de Guerre, des populations qui se serrent la ceinture et qui font des sacrifices pour appuyer leurs troupes au front, des sirènes d'alarme, des messages spéciaux de la part des premiers ministres...

Avez−vous fait des sacrifices, récemment? Vous êtes−vous serré la ceinture pour appuyer l'effort de guerre?

À l'exception des familles canadiennes et québécoises qui ont vu certains de leurs proches revenir dans un sac de plastique, la guerre en Afghanistan (dans laquelle notre pays est engagé ACTIVEMENT) n'a aucun impact sur nos vies. Aucun.

Notre petit train−train quotidien continue comme avant. On se demande encore qui, d'Occupation Double ou de Tout le monde en parle, va remporter la "guerre" des cotes d'écoute.

À L'AUTRE BOUT DU MONDE

Vous ne trouvez pas ça surréaliste, vous? Certes, on voit la guerre à la télé tous les jours, mais c'est comme si ça ne nous touchait pas vraiment. On est en guerre ailleurs. À l'autre bout du monde.

On ne reçoit aucune bombe par la tête. Nos enfants continuent de jouer au hockey dans la rue, on continue d'acheter du pétrole pour faire rouler nos grosses bagnoles, le huard est à son plus haut, les futurs retraités commencent à jongler avec l'idée de profiter de la force de notre dollar pour acheter un condo en Floride...

On est en guerre, mais nous ne souffrons d'aucune conséquence. Sauf la mort de militaires.

Et même là, on se dit : "C'est triste, mais ils se sont enrôlés volontairement, ça fait partie des dangers de leur

job..."

Bizarre, vraiment...

L'ODEUR DU SOUFRE

C'est pour ça que certains terroristes rêvent de nous envoyer quelques bombes à la gueule.

Pour nous dire: "Il y a des conséquences à déclarer des guerres. Vous ne pouvez pas faire la guerre à distance, bien au chaud dans votre confort. La guerre, c'est le feu, le chaos, la souffrance... Vous ne pouvez pas avoir le beurre et l'argent du beurre, participer à une guerre sans souffrir la moindre conséquence, sans ressentir le moindre inconfort..."

Je n'appuie pas les terroristes, je ne les justifie pas, je ne les excuse pas.

Mais c'est vrai que la guerre est un DRAME. Et si les ondes de choc de ce drame n'atteignent jamais nos rives, si son odeur de soufre ne chatouille jamais nos narines, on ne se sent pas impliqué. On continue comme avant. Comme si rien n'avait changé.

Comme si participer à une guerre était un acte banal. Ordinaire. Abstrait.

LE RETOUR DES "BLEUS DU QUÉBEC"

SOURCETAG	0710200143
PUBLICATION:	Le Journal de Montréal
DATE:	2007.10.20
EDITION:	Final
SECTION:	Nouvelles
PAGE:	24
ILLUSTRATION:	1. PHOTO D'ARCHIVES Jean Chrétien avoue candidement dans sesmémoires que faire de la politique, c'est "convoiter le pouvoir, le prendre, l'exercer et le conserver. " Collaboration spéciale
BYLINE:	MICHEL VASTEL
WORD COUNT:	965

Peu de temps avant de se retirer de la politique, Jean Chrétien avait, avec un incroyable cynisme, confié à ses députés: "Tant que le Bloc existera, il partagera le vote antilibéral avec les conservateurs, et ça nous permettra de prendre plus de sièges dans la province..." Mais c'était sans compter sur la force de l'Action démocratique. Aujourd'hui, et pour la première fois depuis vingt ans, on peut reparler des "bleus du Québec".

Dans le monde idéal de Jean Chrétien, les libéraux provinciaux étaient les alliés inconditionnels des fédéraux. Aujourd'hui, ils boudent le grand frère fédéral ! Le Bloc peut toujours compter sur le Parti québécois. Et viceversa. Et l'allié naturel des conservateurs – ce vote antilibéral dont parlait Jean Chrétien – c'est l'Action démocratique du Québec. Ce n'est pas encore la "coalition arc–enciel "––créditistes, péquistes et libéraux provinciaux – qui avait permis à Brian Mulroney de réunir deux imposantes majorités,mais cela s'en vient.

Le 26 août dernier, à Victoriaville, pour la journée "Bleu et Blues", Stephen Harper était entouré des 75 présidents des Associations de circonscription de l'aile québécoise du Parti conservateur. Cela ne s'était pas produit pour un chef conservateur depuis Brian Mulroney. Et son lieutenant politique, Lawrence Cannon, avait le sourire: le parti s'enracine au Québec.

Cette semaine à Ottawa, je demandais au ministre s'il n'était pas déçu de la réaction un peu pisse–vinaigre du ministre des Affaires intergouvernementales du Québec, Benoît Pelletier. Pour toute réponse, j'eus droit à un sourire entendu..."C'est la même réponse que nous aurait fait Robert Bourassa", dit Lawrence Cannon. Il est bien placé pour le savoir puisqu'il fut son Secrétaire particulier au début des années 70.

Il n'y a pas de doute que Stephen Harper va accentuer son opération charme auprès des nationalistes québécois: "Il est normal d'être nationaliste lorsqu'on fait partie d'une nation", a–t–il dit en présentant Denis Lebel, nouveau député de Roberval –– Lac Saint–Jean – la circonscription de Michel Gauthier (leader du Bloc) et de Benoît Bouchard (lieutenant de Brian Mulroney).

L'IMPRESSION DE DÉBANDADE

Il n'y a rien dans le discours du Trône qui provoque la susceptibilité des nationalistes du Québec. La preuve: personne à l'Assemblée nationale n'a déchiré sa chemise ou sa carte de membre du Parti conservateur pour ceux qui en ont une! En fait, s'il existe encore une ombre au tableau électoral de Stephen Harper, c'est l'impression de débandade qui se dégage de l'état des troupes libérales. Car tous les sondages confirment que:

1 – Les Canadiens ne

veulent pas d'élections

fédérales.

2 – Ils s'accommodent très bien d'un gouvernement conservateur minoritaire.

3 – Ils ont très peur d'un gouvernement conservateur majoritaire.

Telle est l'ironie de la situation: si cela va trop bien pour les conservateurs, les Québécois risquent de renouveler leur fameuse "police d'assurance" avec le Bloc québécois. Il faut donc les rassurer et Lawrence Cannon m'a donné un début de réponse cette semaine. "Les Québécois avaient la même préoccupation avec René Lévesque (et le Parti québécois) en 1976 et le ciel ne leur est pas tombé sur la tête... En fait, je m'en rappelle comme si c'était hier, le ciel était d'un bleu magnifique le matin du 16 novembre 1976. Et les Québécois se souviennent encore que cette élection provinciale de 1976 leur a donné l'un des meilleurs gouvernements de leur histoire."

Stephen Harper nous refera–t–il "le coup du bon gouvernement"? Pourquoi pas après tout...On ne peut pas dire que cela aille si mal que cela au pays, après vingt mois de gouvernement conservateur.

* * *

Jean Chrétien: la petitesse incarnée

"J'ai écrit comme j'ai gouverné" confie Jean Chrétien au début de ses mémoires [Passion politique, Éditions du Boréal.] C'est–à–dire, pourrait–on ajouter, brouillon, à la petite semaine, sans panache. Souvent mesquin. Parfois très méchant. Mais, comme le dit le titre de la préface, c'est "Entre nous", sur le ton de la confidence et de l'anecdote.

"On va parler franchement: faire de la politique, c'est convoiter le pouvoir, le prendre, l'exercer et le conserver." Il aurait pu ajouter "jalousement " tant il peut être méchant pour ses adversaires – et de mauvais goût dans ses attaques.

Il dit par exemple de Lucien Bouchard – décidément la saison littéraire n'est pas tendre pour l'ancien premier ministre! –que "la façon dont il se déplaçait en s'appuyant sur sa canne entretenait le mythe du miraculé dans la conscience des Québécois". Quelqu'un de plus cultivé que lui eût évoqué le mythe d'Orphée, mais Jean Chrétien n'est pas de ceux–là.

LA PIRE BASSESSE

La pire bassesse, Jean Chrétien la réserve évidemment à Paul Martin qu'il accuse d'être responsable des dizaines de morts que l'armée canadienne enregistre en Afghanistan. Il utilise, dans l'édition originale anglaise, à propos de la région de Kandahar, l'expression 'killing fields' qui évoque le terrible film sur les massacres perpétrés par les Khmers rouges au Cambodge. Ce n'est pas cela tout de même et Paul Martin n'y est pour rien, sinon d'avoir accepté la recommandation de son chef d'étatmajor, Rick Hillier, d'exposer les troupes canadiennes à l'épreuve du feu, donc dans des conditions dangereuses.

Mais cet homme qui fut premier ministre pendant dix ans nous avait déjà donné un aperçu du peu de considération qu'il a pour la fonction au moment de l'affaire Airbus. Il en parle peu d'ailleurs, sinon pour prétendre qu'il n'est pour rien dans l'acharnement de la Gendarmerie royale et du ministère de la Justice contre son prédécesseur Brian Mulroney. Il consacre aussi quelques pages pour se justifier de son opposition à l'Accord du lac Meech.

Jean Chrétien explique que son livre a été écrit, comme le précédent, par un chroniqueur politique, Ron Graham, à partir d'entrevues enregistrées par les Archives nationales dans le cadre de son programme d'histoire orale du pays et dont la transcription couvre plus de 1 200 pages. "J'ai toujours parlé plus vite que je n'écrivais", explique−t−il. Son livre de 460 pages a ainsi le mérite de se lire vite!

UN PROCÈS QUI S'ÉTIRE SON AVOCAT MILITAIRE BLÂME LES AUTORITÉS AMÉRICAINES

SOURCETAG	0710200142
PUBLICATION:	Le Journal de Montréal
DATE:	2007.10.20
EDITION:	Final
SECTION:	Nouvelles
PAGE:	23
ILLUSTRATION:	1. OMAR KHADR Traitement inéquitable
BYLINE:	GILLES CREVIER JOURNAL DE MONTRÉAL
WORD COUNT:	293

Les autorités des États−Unis ont tout intérêt à faire traîner le procès d'Omar Khadr, accusé du meurtre d'un soldat américain en Afghanistan, et à conserver le flou juridique dans lequel ses avocats s'embourbent et doivent composer pour lui éviter la prison à vie.

C'est ce qu'a soutenu, hier, l'un des quatre avocats du jeune homme, le lieutenant américain William C. Kuebler, devant des étudiants en droit international de l'Université McGill.

" Le gouvernement des États−Unis a l'intention de multiplier les embûches pour nous faire trébucher mes confrères et moi, dont deux avocats canadiens qui n'ont pas le droit d'intervenir devant le tribunal militaire", a−t−il précisé.

Enfant−soldat

Le procès de Khadr devant la justice militaire doit reprendre, le 8 novembre, à la base navale américaine de Guantanamo Bay. Il avait été suspendu afin de permettre à une Cour d'appel de se prononcer sur l'illégalité ou non des combattants ennemis détenus par les États−Unis.

"Nous avons été déboutés par la Cour d'appel et les procédures contre Omar Khadr reprennent au point de départ. Ce qui est assez surprenant ", a souligné le lieutenant Kuebler.

Les prétentions des avocats devant la Cour d'appel étaient que Omar Khadr, accusé d'avoir tué avec une grenade un soldat américain en 2002, à l'âge de 15 ans, était alors un enfant−soldat et qu'à ce titre son emprisonnement était illégal et qu'il avait droit à une protection légale internationale.

Seul Occidental

"Curieusement, des enfants− soldats, il y en a dans plusieurs pays, comme en Somalie, et les États−Unis les protègent lorsqu'ils ont déposé les armes. "

Un "combattant ennemi illégal " peut être jugé par un tribunal militaire et Omar Khadr a été reconnu comme tel et devra donc se défendre devant la justice militaire.

Aujourd'hui, Ormar Khadr a 20 ans. Il est le seul prisonnier canadien et le dernier Occidental détenu à Guantanamo. Le Canada est le seul pays à ne pas avoir obtenu la libération d'un de ses concitoyens de cette prison.

gcrevier@journalmtl.com !@MOTSCLES=OMAR KHADR

LA FAMILLE RÉUNIE GRÂCE À LA WEBCAM MALGRÉ L'ÉLOIGNEMENT

SOURCETAG 0710200119
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.10.20
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 11
BYLINE: MARTIN FORGUES
COLUMN: Lettres d'Afghanistan
WORD COUNT: 188

Heureusement, toute médaille a son revers, et l'histoire du sergent Richard T., du régiment Canadian Grenadier Guards à Montréal, en est une des plus heureuses, envers et contre tout.

Marié à Élizabeth, le sergent T., aussi réserviste, s'est porté volontaire l'an dernier pour être déployé en Afghanistan.

Alors que l'entraînement battait son plein, c'est le coeur du petit Trevor qui se mit à battre dans le ventre de la jeune mère. Malgré tout, le fantassin de 28 ans tenait à être déployé, et c'est avec la bénédiction de son épouse qu'il sert actuellement à Kandahar, la technologie l'aidant à suivre chacun des développements de sa jeune famille via webcam. Son épreuve, c'est celle de ne pas pouvoir assister aux premiers mois de la vie de son fils, mais le soutien d'Élizabeth et de savoir Trevor bien portant suffisent à garder son moral gonflé à bloc.

De tout temps, le moral des troupes fait partie des nombreux "nerfs" des opérations militaires et, évidemment, il n'est pas infaillible.

Quelles que soient les épreuves que les militaires doivent traverser, le soutien des proches et des confrères est crucial. Et le simple fait de l'avoir fait des miracles et permet d'espérer pouvoir accomplir n'importe quoi.

IL SE FAIT FLUSHER PAR COURRIEL

SOURCETAG	0710200118
PUBLICATION:	Le Journal de Montréal
DATE:	2007.10.20
EDITION:	Final
SECTION:	Nouvelles
PAGE:	11
ILLUSTRATION:	1. PHOTO REUTERS L'isolement fait en sorte qu'il se crée unesolidarité entre les militaires qui est souvent salutaire pour plusieurs d'entre eux.
BYLINE:	MARTIN FORGUES
COLUMN:	LETTRES D'AFGHANISTAN
WORD COUNT:	480

COLLABORATION AUTORISÉE PAR L'ARMÉE CANADIENNE –– afghanistan@journalmtl.com

KANDAHAR, Afghanistan –– Ce n'est un secret pour personne, un séjour prolongé loin des siens représente une dure épreuve tant pour la personne absente que pour celles et ceux qui restent derrière.

Dans la plupart des cas, tout se passe bien et le retour au bercail constitue parfois même une occasion de réaffirmer, voire renforcer, des liens que nous avons avec les gens qui nous sont chers.

Cependant, tous n'ont pas cette chance et il arrive que, pour certains militaires déployés en Afghanistan, cette mission constitue une bataille sur d'autres fronts.

LARMES DE CROCODILE

Originaire de Boucherville, le caporal C. (qui requiert l'anonymat) est membre du Régiment de Maisonneuve, une unité de réserve basée à Montréal. Le jeune homme de 24 ans a entamé, un peu avant son départ pour Kandahar, une relation amoureuse avec J., une amie qu'il connaissait déjà depuis quelques années.

Cette relation était, selon lui, très prometteuse. Les signes allant en ce sens ne manquaient pas. Les vacances prédéploiement furent une occasion en or pour profiter du moment présent et pour tisser des liens que le jeune fantassin, célibataire de longue date, espérait assez forts pour endurer les sept longs mois qui allaient le séparer de sa nouvelle douce. Le jour fatidique du départ, les promesses mutuelles de fidélité––et de s'écrire –– étaient empreintes d'une apparente sincérité, teintée chez elle de larmes qui, plus tard, devaient s'avérer être de crocodile.

Les premières semaines allaient bon train et les amoureux parvenaient à maintenir en vie cette relation naissante par le biais d'une brûlante correspondance qu'il serait inapproprié de citer ici sans exiger de pièces d'identité. Tous dans l'entourage du caporal C. pouvaient témoigner de l'éclat de ses yeux à la moindre référence faite de sa "beauté blonde" et de son excitation à l'idée d'être enfin réunis au terme de son engagement en Afghanistan.

Puis, soudain, les courriels se faisaient plus rares, plus impersonnels. "Une mauvaise passe", pensait–il. Ça arrive, même aux couples les plus solides. "Après tout, on est loin, c'est normal. "

DEAR JOHN LETTER...

Un jour, plus rien. Le vide. Plus de nouvelles pendant presque une semaine. Puis le moment redouté, connu dans un certain jargon sous le nom de "Dear John letter", nom affublé aux lettres de rupture que les militaires déployés reçoivent et, comme tout le reste des épreuves quotidiennes, encaissent.

"Se faire 'domper', c'est dur. À distance, comme ça, c'est pire", pense–t–il. Son moral s'est ancré dans ses talons de bottes durant des jours, au point de lui donner des ampoules. Son salut est venu du soutien de ses confrères d'armes, dont certains ont marché le même sentier. Cette forme de solidarité, tissée au fil des défis relevés ensemble et qui existe comme nulle part ailleurs, devrait figurer au palmarès des remèdes–miracles, au même titre que la tisane de grand–maman et un voyage à Lourdes. C'est ce qui a permis au caporal C. de retrouver le moral rapidement.

Sous le soleil des femmes afghanes

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.10.20
SECTION: Arts et spectacles
PAGE: A15
BYLINE: Lessard, Valérie
WORD COUNT: 519

Dans Les Cerfs−volants de Kaboul, Khaled Hosseini mettait en scène un homme rongé par la honte. Cette fois, l'auteur donne la voix aux femmes voilées, battues, mais courageuses et se tenant toujours debout, de son pays natal. Mille Soleils splendides frappe en plein coeur.

Rien ne laissait présager que Mariam et Laïla deviendraient des amies. Le destin, sous forme d'obus et de morts, les unira envers et contre tous, et, surtout, envers et contre leur mari.

Née d'un père riche qui l'abandonnera à son sort pour protéger sa réputation, Mariam est une harami, une bâtarde. Sa mère l'élève néanmoins de son mieux, lui martelant sans cesse de ne pas oublier que "de même qu'une boussole indique le nord, un homme qui cherche un coupable montrera toujours une femme du doigt". A la mort de sa mère, Mariam est mariée de force à Rachid et part vivre loin de tout ce qu'elle a connu, à Kaboul. Là, son misogyne et violent de mari l'oblige à porter la burqa bien avant l'arrivée des talibans dans la capitale afghane... Comble de malchance pour Mariam, elle est incapable de mener une grossesse à terme, devenant rapidement pour Rachid un poids et une honte. Soumise, elle encaisse les coups portés par un homme qui incarne à lui seul l'ignorance la plus crasse.

Non loin, sur la même rue, la jolie Laïla grandit pour sa part auprès d'un père adorant les livres, curieux, ouvert sur le monde et les autres, et d'une mère qui montre son visage dans la rue. Elle grandit en croyant qu'elle pourra faire ce qu'elle veut dans la vie, voire épouser Tariq, son ami depuis toujours. Elle perd toutes ses illusions le jour où, alors qu'elle s'apprête à fuir Kaboul assiégée par les forces de Massoud et à rejoindre Tariq au Pakistan, elle perd ses parents. Recueillie par Rachid, Laïla finit par l'épouser. Quand Laïla accouche d'une fille, Rachid déchante vite. Si Aziza marque la fin du statut privilégié de Laïla dans la maisonnée, la fillette rapprochera Mariam et sa rivale. Elles paieront toutefois cher le prix de leur amitié et de leur solidarité.

L'Afghanistan de l'intérieur

Une fois de plus, Khaled Hosseini nous raconte sans fard l'histoire de son pays natal. Il nous fait vivre de l'intérieur les multiples guerres qui ont ravagé l'Afghanistan, de l'invasion soviétique jusqu'aux attentats de 2001, mais aussi l'intégrisme des uns et des autres, le poids des traditions et des trahisons. L'autre nous force à ouvrir les yeux sur une contrée ancestrale déchirée, balafrée depuis des années, mais qui nous demeure néanmoins méconnue malgré toute la médiatisation de sa réalité de pays assiégé.

Mille Soleils splendides résonne comme un puissant et vibrant hymne à la vie malgré la mort, à l'amour malgré la haine, à la paix malgré la guerre, à l'espoir malgré l'ignorance. Et à la femme afghane qui, malgré toutes les humiliations, continue à travailler pour la survie des siens.

Mille soleils splendides,

Khaled Hosseini, Belfond,

408 pages

****

vlessard@ledroit.com

Le NPD dénonce le coût élevé du comité présidé par Manley

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.10.20
SECTION: Actualités
PAGE: 25
SOURCE: La Presse Canadienne
WORD COUNT: 250

Le groupe de travail qui se penche sur l'avenir de la mission en Afghanistan coûtera plusieurs centaines de milliers $ aux contribuables puisque le président du comité, John Manley, touchera entre 1200 et 1400 $ par jour de travail.

Les quatre autres personnalités nommées par le premier ministre Stephen Harper toucheront quant à elles entre 850 $ et 1000 $ par jour de boulot. Ce sont des sommes "traditionnelles" pour ce type de travail, dit le gouvernement. Mais le NPD les juge trop élevées compte tenu du fait que des députés auraient pu faire cette réflexion, a soutenu Jack Layton.

Le décret du gouverneur en conseil précise que, "sous la recommandation du premier ministre", l'ancien ministre libéral et son équipe de quatre personnes seront à l'emploi du gouvernement fédéral jusqu'au 31 mars 2008, soit jusqu'à la fin de l'année financière. Le décret précise que le rapport du groupe doit être remis au plus tard le 31 janvier 2008.

Le gouvernement accorde une indemnité d'un maximum de 400 $ par jour de travail sur ce dossier à John Manley. Derek Burney, Paul Tellier, Jake Epp et Pamel Wallin toucheront quant à eux jusqu'à 1000 $ par jour. Les frais de déplacement à l'intérieur du pays et en Afghanistan ne sont évidemment pas compris dans ces montants.

Combien de jours de travail seront nécessaires pour faire la recherche et rédiger le rapport ? Au Bureau du conseil privé, on avoue ne pas avoir fixé de limite aux dépenses.

Laura Bush au Moyen−Orient pour redorer l'image des États−Unis

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.10.20
SECTION: Le Monde
PAGE: 45
SOURCE: AFP
DATELINE: Washington
WORD COUNT: 456

Laura Bush, de plus en plus impliquée dans la vie diplomatique par son mari, effectue la semaine prochaine une tournée au Moyen−Orient pour promouvoir la prévention et la recherche sur le cancer du sein et redorer l'image des États−Unis dans une région cruciale.

Son départ des États−Unis est prévu cette fin de semaine avec des étapes qui conduiront la première dame américaine aux Émirats arabes unis, en Arabie Saoudite, au Koweït et en Jordanie.

"Pendant son séjour dans la région, elle visitera plusieurs centres de traitement et de recherche sur le cancer et lancera de nouvelles mesures de prévention. Elle examinera le nouveau partenariat entre les États−Unis et le Moyen−Orient pour la prévention et la recherche sur le cancer et discutera des moyens d'étendre son rôle", a expliqué Sally McDonough, sa porte−parole.

Elle rencontrera aussi la veuve du cheikh Zayed, ancien président des Émirats arabes unis, le souverain saoudien Abdallah ainsi que le roi Abdallah II de Jordanie.

Un tournant

Selon les experts, l'image des États−Unis a considérablement souffert au Moyen−Orient au cours des dernières années, à cause de la guerre en Irak, des moyens employés dans la lutte contre le terrorisme ou du soutien à l'allié israélien et de l'enlisement du processus de résolution du conflit israélo−palestinien.

Habituellement discrète sur les questions internationales, la femme du président américain, ex− institutrice et bibliothécaire, a délaissé son image d'épouse modèle un peu effacée pour intervenir de plus en plus sur la scène diplomatique. Ces dernières semaines, elle s'est ainsi affirmée comme l'une des plus virulentes critiques de la junte militaire au pourvoir en Birmanie.

"Mon influence réside dans le fait que je peux mettre en lumière des problèmes liés aux droits de l'homme que je veux que les Américains voient, et je veux que les populations de ces pays sachent que le peuple américain est avec eux", a résumé Laura Bush dans un entretien récent au quotidien USA Today.

Ce rôle marque un tournant pour Mme Bush, 60 ans, mère de jumelles, qui s'était jusqu'à présent cantonnée à des affaires intérieures comme encourager les jeunes Américains à la lecture, à éviter la drogue ou à s'abstenir d'avoir des relations sexuelles à un trop jeune âge.

La porte−parole de la Maison−Blanche, Dana Perino, a affirmé que l'implication de la première dame dans la cause birmane n'était pas nouvelle, rappelant qu'elle avait organisé une table ronde sur la question l'an dernier au cours de l'Assemblée générale de l'ONU à New York. "Entendre sa voix, à mon avis, incite les gens à réfléchir à ce qui se passe en Birmanie et à nous rejoindre pour agir", a−t−elle poursuivi, ajoutant que Mme

Bush s'était aussi engagée en faveur des femmes en Afghanistan et pour la lutte contre le sida en Afrique.

Dion dans la tourmente

PUBLICATION:	Le Devoir
DATE:	2007.10.20
SECTION:	ÉDITORIAL
PAGE:	c4
BYLINE:	Cornellier, Manon
WORD COUNT:	976

La présentation du discours du Trône, cette semaine, a accaparé pratiquement toute l'attention. Deux questions ont guidé l'évaluation de son contenu. Justifiait–il des élections? Comment le chef libéral Stéphane Dion pouvait–il s'en tirer?

Pour les éditorialistes, le verdict était unanime mercredi. Ce discours a des défauts, mais rien qui mérite de provoquer des élections précipitées. Selon le Globe and Mail, ce discours «met en avant un programme réaliste et faisable, un signal apprécié que le premier ministre Stephen Harper est plus intéressé à gouverner qu'à envoyer les Canadiens aux urnes». Et, étant donné l'état de santé du Parti libéral en ce moment, ce serait pure folie que de le défaire. Le Halifax Daily News, le Edmonton Journal, le Calgary Herald, le Ottawa Citizen et le StarPhoenix, de Saskatoon, allaient dans le même sens.

Les chroniqueurs, par contre, n'ont pas ménagé le chef libéral et largement épargné Stephen Harper. Sauf James McNulty, du quotidien The Province, de Vancouver. Selon lui, Harper doit cesser de multiplier les ultimatums et commencer à rendre des comptes. McNaulty invite d'ailleurs l'opposition à faire fi des menaces de vote de confiance à répétition. «Retounez au travail et commencez à étudier un à un les projets de loi, comme il se doit lorsque le gouvernement est minoritaire.» Dion a une chance de remettre son parti sur pied, mais celle–ci a ses limites. S'il perdait les quatre élections partielles qui devront avoir lieu d'ici la fin de l'année, tranche McNaulty, il devrait démissionner.

Greg Weston, du Ottawa Sun, relève l'insistance mise par les conservateurs sur la notion de leadership fort. S'ils veulent en faire un enjeu, explique–t–il, c'est parce qu'ils sont persuadés de pouvoir éclipser Dion. «Et si Harper impose sa façon de faire, le plaisir ne fait que commencer pour Dion.» De l'avis de Weston, ce discours du Trône offre avant tout la carte du «champ de mines qui attend les libéraux».

Don Martin, du National Post et du Calgary Herald, pense que seul l'instinct de survie des libéraux les incite à mettre de côté leurs principes et à éviter des élections. Mais abdiquer sur l'environnement, par exemple, coûtera à Dion sa crédibilité, prédit–il, et minera son principal avantage: son honnêteté intellectuelle. La vérité, disait–il, est que «M. Dion doit décider entre voter pour sauver la planète et voter pour sauver son derrière».

24 heures plus tard

Quand Dion a finalement fait savoir que les libéraux ne feraient pas tomber le gouvernement, les éditorialistes ont évidemment applaudi. «C'était la chose à faire pour Dion. Pour lui, son parti et le pays», a résumé Lorrie Goldstein, pour la chaîne SunMedia. «En faisant connaître ses intentions, Dion n'a été ni un lâche ni une mauviette, mais un politicien pragmatique.»

Même son de cloche au Vancouver Sun et au Globe and Mail. Ce dernier a toutefois averti les conservateurs qu'il leur revenait d'agir de bonne foi à l'avenir. Ce qui veut dire laisser chaque projet de loi être jugé selon son mérite et même amendé par l'opposition. Minorité oblige, rappelle le Globe. «Faire fonctionner un

gouvernement minoritaire exige une certaine dose de compromis.»

Les chroniqueurs, eux, n'en avaient encore que pour Dion. A part Lawrence Martin, du Globe and Mail, qui trouve que le chef libéral a réussi à se sortir d'affaire sans s'humilier, plusieurs autres l'ont taillé en pièces. D'abord James Travers, du Toronto Star. «Un chef douteux et un parti trop désorganisé pour faire campagne – au point de devoir se mettre à genoux malgré les humiliations – sont en bien piètre position pour mettre en évidence les lignes de fracture des politiques gouvernementales ou pour promouvoir des solutions de rechange.»

Selon Don Martin, du Post, Dion a battu en retraite sans honneur et le gouvernement conservateur peut pratiquement faire comme s'il était majoritaire. De son côté, Greg Weston, du Ottawa Sun, a relevé sans pitié les erreurs de prononciation anglaise faites par le chef libéral lors de sa réponse au discours du Trône. Weston y a vu un symbole du désastre qui attend les libéraux.

Au bout du compte, c'est peut–être le Halifax Chronicle Herald qui a le mieux résumé la situation. «Masochisme d'un côté, machisme de l'autre.»

Le quotidien prévient toutefois que la stratégie de Dion comporte un danger à long terme. «Plus il sera forcé de maintenir le gouvernement en place longtemps, plus faible il apparaîtra et plus la caricature que les conservateurs font de lui s'incrustera.»

L'écho de Chrétien

Comme si ce n'était pas assez, l'ancien chef Jean Chrétien est venu ajouter aux tourments libéraux avec son autobiographie publiée cette semaine. Lawrence Martin, du Globe, remarque que Jean Chrétien a épargné Stephen Harper et n'a égratigné que son propre parti et ses successeurs, parfois férocement, au grand plaisir des conservateurs. Le chroniqueur trouve dommage que Chrétien ait ainsi noyé une histoire et des leçons autrement intéressantes.

L'équipe éditoriale du Globe déplore pour sa part que Chrétien tente de faire porter le blâme à Paul Martin pour les retombées du scandale des commandites. Le Globe convient que Martin a fait bien des erreurs, mais sa gestion du scandale des commandites ne figure pas sur la liste. «Il est décevant qu'après avoir eu le temps de réfléchir à la question depuis sa retraite forcée, M. Chrétien pense encore qu'il s'agit d'un dossier qu'on aurait dû faire disparaître.» The Province juge aussi que Chrétien «frappe en bas de la ceinture» en affirmant cette fois que les soldats canadiens se retrouvent dans une zone dangereuse de l'Afghanistan à cause des hésitations de Paul Martin, ce qui laisse entendre qu'il «a du sang sur les mains». «Chrétien s'est abaissé à un niveau indécent d'invectives personnelles qui n'a pas sa place en politique.»

mcornellier@ledevoir.com

Rencontre Bush–Sarkozy en novembre

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.10.20
SECTION: LE MONDE
PAGE: a10
WORD COUNT: 83

Washington – La Maison–Blanche a annoncé hier que le président français Nicolas Sarkozy et son homologue américain George W. Bush se rencontreront en novembre aux États–Unis.

Cette visite, qui aura lieu les 6 et 7 novembre, sera la première de M. Sarkozy à Washington en tant que président, a précisé la Maison–Blanche. Selon le porte–parole Dana Perino, les deux hommes parleront de l'Afghanistan, du programme nucléaire iranien, de la paix au Proche–Orient, du Darfour, de la Birmanie et du Kosovo.

Le comité Manley coûtera des centaines de milliers de dollars

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.10.20
SECTION: LES ACTUALITÉS
PAGE: a4
BYLINE: Castonguay, Alec
WORD COUNT: 572

Ottawa – Le groupe de travail qui se penche sur l'avenir de la mission en Afghanistan coûtera plusieurs centaines de milliers de dollars aux contribuables puisque le président du comité, John Manley, touchera entre 1200 et 1400 $ par jour de travail. Les quatre autres personnalités nommées par le premier ministre Harper toucheront quant à elles entre 850 et 1000 $ par jour de boulot. Des sommes «traditionnelles» pour ce type de travail, dit le gouvernement. Mais le NPD les juge trop élevées compte tenu du fait que des députés auraient pu faire cette réflexion, soutient Jack Layton.

Le décret du gouverneur en conseil précise que, «sous la recommandation du premier ministre», l'ancien ministre libéral et son équipe de quatre personnes seront à l'emploi du gouvernement fédéral jusqu'au 31 mars 2008, soit jusqu'à la fin de l'année financière. Le décret précise que le rapport du groupe doit être remis au plus tard le 31 janvier 2008.

Le gouvernement accorde une indemnité d'un maximum de 400 $ par jour de travail sur ce dossier à John Manley. Derek Burney, Paul Tellier, Jake Epp et Pamel Wallin toucheront quant à eux jusqu'à 1000 $ par jour. Les frais de déplacement à l'intérieur du pays et en Afghanistan ne sont évidemment pas compris dans ces montants.

Combien de jours de travail vont être nécessaires pour faire la recherche et rédiger le rapport? Au Bureau du conseil privé, on avoue ne pas le savoir et ne pas avoir fixé de limite aux dépenses. «Le groupe de travail va déterminer les jours et les heures qu'il juge utiles. Nous n'avons donné aucune indication», a soutenu au Devoir Myriam Massabki, porte–parole du Conseil privé.

Par exemple, si les cinq personnalités indépendantes travaillent 15 jours par mois durant les trois prochains mois, il en coûtera 243 000 $ (sans les frais d'imprimerie du rapport, les frais de déplacement et de traduction). La facture finale pourrait donc dépasser les 300 000 $.

Trop cher, dit le NPD

Rappelons que le premier ministre Stephen Harper a créé ce groupe de travail pour soustraire du débat partisan la réflexion sur l'avenir de la mission canadienne en Afghanistan. Le comité étudiera quatre options, même si le gouvernement a clairement indiqué dans le discours du Trône sa préférence pour le statu quo jusqu'en 2011, soit deux ans plus tard que prévu.

Le ministre des Affaires étrangères, Maxime Bernier, a justifié la rémunération de John Manley et de ses acolytes. «Je peux vous dire que les frais et les charges qui seront payés à ce président du groupe de travail seront les charges traditionnelles que nous allouons. Ce sont les frais gouvernementaux traditionnels, sans aucun privilège», a–t–il dit. Attirer des gens talentueux du secteur privé coûte généralement cher au gouvernement, et ce, peu importe le comité.

Mais le chef du NPD, Jack Layton, en a davantage contre la démarche coûteuse que contre le salaire de John Manley, même s'il le qualifie d'«exorbitant». Il estime que les députés devraient s'occuper de la démarche de réflexion. «Nous sommes déjà payés, on reçoit des salaires. On n'a pas besoin de dépenser pour les conseils d'un autre. Nous avons 308 députés dans cette Chambre qui ont fait toutes sortes de travaux concernant la guerre en Afghanistan. C'est seulement une tactique de délai [ce comité]», dit–il.

Bhutto réplique aux islamistes

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.10.20
SECTION: LES ACTUALITÉS
PAGE: a1
BYLINE: Buzzetti, Hélène
WORD COUNT: 1401

Islamabad – Dans une tentative de récupération à son avantage de l'attentat à l'explosif dont elle avait été la cible la veille, l'ancienne première ministre Benazir Bhutto a lancé hier un vibrant appel à l'unité des Pakistanais contre le militantisme religieux radical qui menace selon elle de détruire le pays. Se réclamant elle–même d'un islam pacifique, elle a affirmé que les auteurs de cet attentat ne sont pas de vrais musulmans mais plutôt des éléments perturbateurs n'ayant pour seul objectif que de torpiller la démocratie.

Benazir Bhutto a tenu à son quartier général de Karachi une conférence de presse en fin de journée hier au cours de laquelle elle a fait une déclaration de plus de 45 minutes. «Les lâches qui ont planifié cet attentat ne sont pas de vrais musulmans. Un musulman n'attaque pas une femme, un musulman n'attaque pas des personnes innocentes. Je remercie Allah de m'avoir protégée», a–t–elle déclaré tout en rendant hommage aux victimes des deux explosions. Au dernier décompte, 135 personnes avaient trouvé la mort et environ 500 autres auraient été blessées. Il s'agit de l'attentat le plus meurtrier de l'histoire du Pakistan.

Mme Bhutto a déclaré que l'attentat ne l'empêchera pas de mener son Parti du peuple pakistanais (PPP) aux législatives de janvier prochain.

Les autorités ont affirmé hier qu'il y avait bel et bien eu deux explosions, un peu après minuit jeudi, alors que la caravane de Mme Bhutto circulait depuis 10h dans les rues de Karachi. La première déflagration a été causée par une grenade qui aurait eu pour fonction de disperser le cordon de sécurité autour de la bhuttomobile. La seconde explosion est attribuée à un homme qui se serait attaché entre 15 et 20 kilos d'explosifs autour de la taille. En faisant sauter sa charge près du véhicule transportant Mme Bhutto, il aurait aussi fait exploser deux voitures de police à proximité, ce qui expliquerait que des témoins en aient conclu à l'implication de la police dans l'attentat.

Les autorités disent avoir retrouvé la tête du kamikaze et prélever des échantillons d'ADN afin de l'identifier. Personne n'a encore revendiqué l'attentat. La police soupçonne le chef de guerre Baitullah Mehsud, qui a déjà menacé Mme Bhutto. Le président–général Pervez Moucharraf a ordonné à ses hommes de lui faire rapport sur les circonstances de l'attentat dans les 48 heures.

Pour sa part, Benazir Bhutto a soutenu que les lampadaires de la rue où circulait son convoi étaient éteints, ce qui aurait facilité l'attaque. Elle est passée à un cheveu d'accuser le gouvernement de les avoir délibérément fait éteindre. Elle réclame des explications à propos de cette noirceur suspecte.

Dans une entrevue à Paris Match, elle a soutenu que les services secrets pakistanais avaient commandité l'attentat. Au Pakistan, les services secrets sont soupçonnés chaque fois que quelque chose de louche se produit. «Ce sont les dignitaires de l'ancien régime du général Zia qui sont aujourd'hui derrière l'extrémisme et le fanatisme. Nous devons purger nos services secrets de ces éléments», a–t–elle déclaré.

Le général Zia ul–Haq avait déposé le père de Mme Bhutto. Sous sa férule (1977–88), il a procédé à l'islamisation du pays, amorçant entre autres le financement public des madrassas, ou écoles religieuses.

Par ailleurs, Mme Bhutto a dit qu'avant l'attaque, elle avait fait parvenir au président−général Moucharraf une lettre dans laquelle elle nommait trois personnes susceptibles d'attenter à sa vie. «Je n'accuse pas le gouvernement, j'accuse des personnes, des individus qui abusent de leur pouvoir.» Elle n'a pas révélé l'identité de ces personnes. Au cours de la journée, le président avait mis en garde Mme Bhutto contre la tentation de porter des accusations publiques. Ils ont eu un entretien téléphonique quelques heures après les deux explosions.

Benazir Bhutto, qui s'est résolument lancée en guerre contre les militants religieux qui font la loi dans le nord−ouest du pays (en particulier dans le Waziristan, à la frontière de l'Afghanistan), estime que ces «militants armés veulent détruire le Pakistan». «Ce grand pays qui est le nôtre n'est pas une terre de terroristes, il n'est pas une terre de militants. [...] C'est une terre de femmes et de minorités, une terre d'intellectuels et d'artistes.»

«Il s'agit d'une attaque contre la démocratie», a affirmé la leader du PPP. Il s'agit selon elle d'une attaque contre tous les chefs de partis politiques prônant la démocratie et non pas seulement contre le sien, une façon de faire comprendre à ceux qui voudraient prendre part au jeu démocratique qu'ils ne seront pas en sécurité. Elle a lancé cet avertissement: «Nous ne nous laisserons pas intimider par cette minorité.» Elle a ensuite a conclu sa déclaration: «Le militantisme radical n'est pas une menace contre un parti politique, ce n'est pas une menace contre un individu, c'est une menace contre l'unité et l'intégrité du Pakistan, c'est une menace pour l'image de l'islam, qui est un message de paix que je chéris.»

Réveil brutal

Les Pakistanais ont eu la surprise de leur vie hier matin en prenant connaissance des bulletins de nouvelles et des journaux. L'attentat s'étant produit peu après minuit, plusieurs d'entre eux étaient allés au lit jeudi soir avec la certitude que leur ancienne dirigeante avait effectué un paisible retour d'exil. Karachi, capitale économique du pays, se terrait derrière des portes closes hier.

En matinée, les divers acteurs de la scène politique se sont attelés à blâmer leurs adversaires pour cette attaque. Taj Haider, un responsable du PPP, a indiqué que cet attentat signe «l'échec des services de renseignement». Le mari de Mme Bhutto, Asif Ali Zardari, a quant à lui parlé de la «faillite de l'État». «Ils n'ont aucun contrôle sur la situation. Il y a des éléments au sein du gouvernement qui veulent exploiter la situation.» De son côté, le MMA, un regroupement de partis politiques religieux intégristes s'étant fait élire en masse dans les régions indisciplinées du Nord−Ouest pakistanais, a indiqué qu'il fallait voir dans cet attentat l'expression d'un ras−le−bol de la mainmise américaine sur la scène politique pakistanaise, mainmise incarnée par Benazir Bhutto. Enfin, des analystes se demandaient en ondes si le PPP n'avait pas été imprudent d'organiser un rallye aussi long (dont le coût total est estimé à la rondelette somme de cinq millions de dollars).

Les citoyens n'en revenaient tout simplement pas eux non plus. Riffi, par exemple, une prospère femme d'affaires d'Islamabad, hochait la tête. «Ce n'est pas bon pour les affaires, ce n'est pas bon pour le pays.» Normal: sa librairie et un de ses deux restaurants d'inspiration européenne, Table Talk, sont situés dans le quartier Kohsar, fréquenté par les étrangers mais déserté chaque fois que la situation sécuritaire du pays se corse, les ambassades étrangères donnant consigne à leurs ressortissants de quitter les lieux.

Les Bhutto sont des amis de la famille de Riffi depuis longtemps. Son oncle se trouvait d'ailleurs à bord de la bhuttomobile jeudi soir au moment de l'attentat. «Je lui ai parlé, a−t−elle raconté. Il m'a dit que c'est une simple question de chance si Mme Bhutto n'a pas été touchée.»

Cette chance, Benazir Bhutto dit la devoir à des pieds enflés. Après être restée aussi longtemps sur le toit de son autobus, elle aurait ressenti le besoin de changer de chaussures. Elle serait alors rentrée à l'intérieur du véhicule et en aurait profité pour réviser, avec son entourage, le discours qu'elle s'apprêtait à livrer. Les

explosions sont survenues à ce moment.

Tahira (pseudonyme), une militante pour les droits des femmes, était découragée. «Je déteste Benazir Bhutto, mais je suis triste de voir ce qui arrive.» Comme beaucoup d'autres Pakistanais, Tahira sent qu'on tente d'usurper le processus démocratique à deux mois des prochaines élections générales. D'ailleurs, un vox−pop effectué à Karachi par la chaîne pakistanaise de nouvelles en continu Dawn News permettait de conclure que ce sentiment était partagé par de nombreux citoyens.

«C'est mauvais pour le processus démocratique. Nous voulons simplement des élections démocratiques sans interférence, mais certaines personnes n'en veulent pas. Nous avançons toujours de quelques pas et, ensuite, nous reculons de quelques pas. C'est désespérant», a conclu Riffi avant de retourner dans ses cuisines.

Le monde dans l'oeil de la caméra

PUBLICATION:	La Presse
DATE:	2007.10.20
SECTION:	Vacances/Voyage
PAGE:	VACANCES−VOYAGE11
SOURCE:	Collaboration spéciale
BYLINE:	Bouliane, Martine
PHOTO:	Photo Ivanoh Demers, La Presse (c)
ILLUSTRATION:	Le grand voyageur Pierre Brouwers était de passage àMontréal cette semaine. Il est l'auteur d'une centaine de DVD guides.
WORD COUNT:	552

Depuis plus de 30 ans, le cinéaste Pierre Brouwers immortalise ses voyages sur pellicule. Toujours avide de découvertes, il est de passage ces jours−ci à Montréal. Un arrêt de plus pour le globe−trotter, qui parcourt le monde près de six mois par année.

Né à Liège, en Belgique, Pierre Brouwers a eu la piqûre des voyages dès l'adolescence. Dans un "petit pays bordé de frontières", il voulait découvrir ce qui l'entourait. Tout d'abord en autostop, vers 15 ans, en Europe.

Puis, en route pour Katmandou, dans un voyage en voiture qui verra naître son premier film. "Avec deux amis, nous avons construit nous−mêmes un véhicule. Nous avons découvert des pays extraordinaires, l'Iran, l'Afghanistan, le Pakistan Il nous est arrivé toutes les aventures inimaginables", se remémore celui qui vit maintenant à Londres.

Ce premier voyage, à défaut de lui avoir fait atteindre la capitale népalaise, l'a mené devant le Taj Mahal, en Inde, et permis d'accumuler quelque 25 000 kilomètres au compteur. "Ce qui m'intéressait, c'était de faire du reportage et des voyages. Aujourd'hui, je ne veux plus faire seulement de belles images, je veux qu'elles sortent de l'ordinaire, filmer d'une façon dont personne d'autre ne le fera", dit−il.

Pour lui, découvrir un pays se fait avec la caméra. Même s'il s'intéresse à l'architecture, à la culture et aux paysages, c'est surtout chez les habitants qu'il trouve l'âme d'un pays . Il les filme donc à profusion. "Quand j'arrive dans un endroit, je me dis tout de suite que je vais filmer telle ou telle chose. J'ai l'impression d'avoir des objectifs à la place des yeux", dit le cinéaste.

Au−delà des images, les odeurs lui rappellent les villes qu'il a visitées, certaines possédant la leur propre, par exemple Delhi, Paris, Bangkok ou New York.

Parmi ses destinations coups de coeur, il évoque Montréal. Un peu pour la forme, même s'il avoue vraiment apprécier le Québec, un endroit difficile à filmer pour des raisons météorologiques.

Comme c'est le cas pour plusieurs autres destinations, il a pu venir et revenir au fil des décennies. "C'est intéressant de voir comment une ville évolue au fil du temps. Par exemple à New York, même si certaines choses ont changé, j'y retrouve toujours la même énergie", dit−il.

Il aime particulièrement Saint−Barthélémy, cette petite île des Antilles françaises qui ne connaît pas le tourisme de masse. Sans gros aéroport et grands hôtels, elle possède une variété impressionnante de paysages et plusieurs langues parlées sur une vingtaine de kilomètres carrés seulement.

Selon lui, le tourisme a des effets positifs importants sur les populations des différents pays, car il permet de développer certaines régions. Mais le globe−trotter estime dangereux le tourisme de masse, qui doit être encadré avec précaution, pour en contrer les effets négatifs.

Il évoque Tahiti, où les infrastructures respectent le style traditionnel et où les danses tahitiennes sont encore bien vivantes, peut être grâce à l'afflux de touristes.

Le conseil qu'il donnerait aux voyageurs pour découvrir une destination: prendre le temps, le plus de temps possible en fait, pour vraiment "percevoir et sentir un pays". "C'est primordial, mais ça ne veut pas dire qu'il faut s'abstenir de voyager si l'on a que peu de temps", dit celui qui, malgré tout ce qu'il a vu, est loin d'être blasé. Il rêve encore de destinations à découvrir avec sa caméra, telles que Jérusalem et la Birmanie.

www.pierre−brouwers.net

Toujours pas de majorité pour les conservateurs; Stéphane Dion, le mal–aimé des Canadiens

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.10.20
SECTION: Nouvelles générales
PAGE: A1
BYLINE: Bellavance, Joël–Denis
PHOTO: PC PC La Presse Canadienne
DATELINE: Ottawa
ILLUSTRATION: Stephen Harper; Gilles Duceppe; Stéphane Dion est moinspopulaire que son parti.
WORD COUNT: 970

Stéphane Dion est devenu un boulet pour son parti, et pas seulement au Québec. Après des semaines de déboires, le Parti libéral récolte à peine 25% des intentions de vote à l'échelle du pays. Pis encore, seulement 14% des Canadiens estiment que le chef libéral ferait le meilleur premier ministre du Canada parmi tous les leaders nationaux.

Mais le rêve d'obtenir la majorité aux prochaines élections demeure toujours hors de portée pour les conservateurs de Stephen Harper. Leurs appuis s'élèvent à 36,3% à l'échelle du pays, sensiblement le même score qu'aux élections de janvier 2006. Toutefois, 42% des Canadiens optent pour Stephen Harper lorsque vient le temps de choisir le meilleur premier ministre.

Ces données, obtenues grâce à un sondage pancanadien réalisé par la firme Unimarketing pour le compte de La Presse, confirment donc que Stéphane Dion n'est pas au bout de ses peines et qu'il aura besoin de temps, de beaucoup de temps, pour modifier l'image que les Canadiens se font de lui avant de partir en campagne.

Le sondage démontre aussi que le chef libéral a bien fait d'écouter la majorité de ses députés, qui l'ont imploré cette semaine de ne pas plonger le pays dans de nouvelles élections générales en renversant le gouvernement. Le Parti libéral fera donc bande à part la semaine prochaine en s'abstenant de voter contre le discours du Trône avec les deux autres partis de l'opposition.

"Stéphane Dion est devenu un boulet pour le Parti libéral. Il est nettement moins populaire que son parti. Dans tous les cas de figure, c'est lui qui tire les libéraux vers le bas, notamment en Ontario", a affirmé hier Raynald Harvey, président de la firme Unimarketing.

Le pire score

Avec seulement 24,7% des intentions de vote (une baisse de 5,5% par rapport aux résultats de janvier 2006), les libéraux de Stéphane Dion obtiennent leur pire score des 10 derniers sondages nationaux. Le Parti libéral est d'ailleurs en repli dans la plupart des grandes régions du pays, dont le Québec, l'Ontario, et la Colombie–Britannique. Les derniers bastions libéraux sont les Maritimes et la région de Toronto. Les électeurs allophones continuent eux aussi d'appuyer le PLC.

Malgré tout, si des élections avaient lieu aujourd'hui, les Canadiens éliraient vraisemblablement un troisième gouvernement minoritaire de suite, le deuxième dirigé par le conservateur Stephen Harper. Car si les libéraux perdent des plumes dans les sondages, c'est le Parti vert d'Elizabeth May qui en profite le plus, et non les conservateurs ou les néo–démocrates.

Montée du Parti vert

En effet, le coup de sonde d'Unimarketing démontre que le Parti conservateur obtiendrait le même score qu'aux dernières élections. Le NPD obtiendrait quant à lui 18,9% des voix (17,5% il y a 20 mois). Le Parti vert voit ses appuis passer de 4,5% au dernier scrutin à 8,7% dans le sondage.

"La seule chose qui explique qu'on ne voie pas un déplacement significatif du vote du côté des conservateurs, c'est justement le côté trop conservateur et pas suffisamment progressiste du gouvernement de Stephen Harper. Les gens sont satisfaits du gouvernement, mais on voit que c'est une satisfaction molle", a expliqué M.Harvey.

A l'échelle du pays, 60% des Canadiens se disent satisfaits du gouvernement Harper. Mais, de ce nombre, seulement 10% se disent très satisfaits et 50% affirment être assez satisfaits. Selon M. Harvey, les conservateurs n'ont pas de quoi pavoiser. "Normalement, on devrait avoir au moins 25% de gens qui se disent très satisfaits dans un taux de satisfaction de 60%. Donc, on peut dire que c'est une satisfaction molle, voire fragile. Dans le fond, les gens sont satisfaits du gouvernement conservateur, mais ils ne sont pas épatés par sa gestion du pays", a dit M. Harvey.

Au Québec

Au Québec, le Bloc québécois arrive toujours en tête dans les intentions de vote avec 39% des appuis. Le Parti conservateur arrive bon deuxième avec 25% tandis que le Parti libéral et le NPD sont à égalité pour la première fois, avec 15% des appuis chacun. Le Parti vert recueille pour sa part 5%. Mais dans la région de Québec, le Parti conservateur continue de damer le pion au Bloc québécois en obtenant 47% des intentions de vote, comparativement à 25% pour les troupes de Gilles Duceppe.

En Ontario, le Parti libéral et le Parti conservateur sont pratiquement à égalité, obtenant 35% et 34% respectivement. Le NPD arrive troisième avec 19% tandis que le Parti vert récolte 8%.

A la question de savoir qui ferait le meilleur premier ministre, 42% des Canadiens ont choisi Stephen Harper, 16% ont opté pour Jack Layton et 14% ont nommé Stéphane Dion. Même s'il ne peut devenir premier ministre, Gilles Duceppe a été choisi par 6% des personnes interrogées.

Ce sondage, réalisé auprès de 1455 personnes du 13 au 17 octobre, comporte une marge d'erreur de 2,6 points de pourcentage, 19 fois sur 20. Au Québec, 557 personnes ont été interrogées et la marge d'erreur s'élève à 4,1 points. En Ontario, 510 personnes ont été sondées, ce qui donne une marge d'erreur de 4,3 points.

SONDAGE UNIMARKETING LA PRESSE

MEILLEUR PREMIER MINISTRE

Q> Parmi les chefs de parti suivants, lequel ou laquelle ferait le meilleur premier ministre pour le Canada?

Stephen Harper 42%

Jack Layton 16%

Stéphane Dion 14%

Gilles Duceppe 6%

Elizabeth May 4%

Autres 4%

NSP/NRP 14%

PRINCIPAL ENJEU ÉLECTORAL

Q > Parmi les enjeux suivants, lequel aurait le plus d'impact sur votre opinion advenant des élections fédérales cet automne?

Financement santé/éducation 36%

Lutte contre les changements climatiques 18%

Engagement en Afghanistan 16%

Baisses d'impôt 16%

Bilan du gouvernement Harper 7%

Défense des intérêts du Québec 2%

Critiques de l'opposition 0%

Autres 1%

NSP/NRP 4%

PERTINENCE DU BLOC

Q> Le Bloc québécois a−t−il encore sa place à Ottawa ?

(Québécois seulement)

OUI 60%

NON 36%

NSP/NRP 4%

MÉTHODOLOGIE : Ce sondage UniMarketing−La Presse a été réalisé du 13 au 17 octobre 2007 auprès de 1455 répondants de tout le Canada, dont 557 au Québec et 510 en Ontario. Il est précis à 2,6 points près, 19 fois sur 20. Rappelons que la marge d'erreur augmente lorsque les résultats portent sur des sous−groupes.

La Maison Blanche annonce une rencontre Sarkozy−Bush en novembre à Washington

DATE: 2007.10.19
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 116

WASHINGTON (AP) −− La Maison Blanche a annoncé vendredi que le président français Nicolas Sarkozy et son homologue américain George W. Bush se rencontreraient au mois de novembre aux Etats−Unis.

Cette visite, qui aura lieu les 6 et 7 novembre, sera la première de M. Sarkozy à Washington en tant que président, a précisé la Maison Blanche.

MM. Sarkozy et Bush s'entretiendront pendant un dîner à la Maison Blanche le 6 novembre, et le lendemain, ils visiteront Mount Vernon, la résidence historique de George Washington.

Selon Dana Perino, porte−parole de la Maison Blanche, les deux hommes parleront de l'Afghanistan, du programme nucléaire iranien, de la paix au Proche−Orient, du Darfour, de la Birmanie, du Kosovo, et ils réaffirmeront les "liens historiques, profonds" entre les Etats−Unis et la France. AP

pyr/v411

L'OTAN condamne l'attentat de Karachi et apporte son soutien au processus démocratique au Pakistan

DATE: 2007.10.19
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 140

BRUXELLES (AP) –– L'OTAN a condamné vendredi les attentats sanglants de Karachi visant l'ancien Premier ministre Benazir Bhutto à son retour d'exil, et apporté son soutien au processus démocratique au Pakistan.

"L'OTAN condamne avec la plus grande force cet attentat horrible qui a eu lieu à Karachi la nuit dernière", a déclaré le secrétaire générale de l'Alliance atlantique, Jaap de Hoop Scheffer.

L'attentat, qui a visé l'immense cortège organisé pour fêter le retour de Benazir Bhutto, a fait au moins 136 morts, un bilan qui risque de s'alourdir en raison du nombre considérable de blessés.

"Le peuple pakistanais a le droit de décider démocratiquement de son avenir et de sa direction", a–t–il dit à la presse. "Ce droit ne doit pas être violé par des terroristes qui veulent le détruire, et c'est important pour l'OTAN".

L'Alliance atlantique cherche à établir des liens plus étroits avec le Pakistan, dans le cadre de sa mission en cours en Afghanistan. AP

nc/v

Les Afghans appuient la présence des troupes étrangères, selon un sondage

DATE: 2007.10.19
KEYWORDS: DÉFENSE INTERNATIONAL POLITIQUE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 265

Les Afghans semblent appuyer en grande majorité la présence de troupes étrangères dans leur pays, et considérer que leur qualité de vie s'est améliorée depuis la chute du régime taliban.

C'est ce qui ressort d'un sondage que la firme Environics Research a réalisé en septembre auprès de quelque 1600 Afghans pour La Presse, The Globe and Mail et le réseau anglais de Radio−Canada, CBC.

Soixante pour cent des personnes interrogées estiment que la présence de troupes étrangères en Afghanistan a été une bonne chose pour l'Afghanistan.

Autant se sentent davantage en sécurité qu'il y a cinq ans. Un peu plus de la moitié pensent que leur pays s'en va dans la bonne direction, contre 28 pour cent qui sont d'avis contraire.

La situation diffère un peu à Kandahar, où les violences sont plus fréquentes et où sont postés les militaires canadiens. Ainsi, 48 pour cent des répondants de Kandahar disent que l'Afghanistan va dans la bonne direction, mais presque autant, 43 pour cent, pensent le contraire.

De plus, 43 pour cent des personnes interrogées souhaitent que les forces étrangères restent aussi longtemps qu'il le faudra pour venir à bout des talibans et pour continuer les efforts de reconstruction, contre 14 pour cent qui veulent les voir partir immédiatement.

Seulement 46 pour cent des répondants savaient qu'il y a des soldats canadiens dans leur pays. A Kandahar, la présence des militaires canadiens était connue de 58 pour cent des gens questionnés. Soixante pour cent en avaient une bonne opinion générale.

Dans l'ensemble du pays, 95 pour cent des répondants se sont dits conscients de la présence américaine.

Près des trois quarts sont d'avis que la condition des femmes est meilleure aujourd'hui qu'en 2002.

De plus, 71 pour cent des personnes questionnées ont une opinion positive du gouvernement de Hamid Karzaï, tandis que 73 pour cent ont une opinion défavorable des talibans.

Le sondage a été réalisé du 17 au 24 septembre auprès de 1578 Afghans.

(La Presse, Mg, La Presse Canadienne, BeB)

ngbeb42